

Délégation à Cuba (p. 6)

COMMUNISTES

Les gestes militants de la campagne (p. 3)

ÉLECTIONS EUR★PÉENNES
GRAND MEETING
Merc. 15 mai 2024
GYMNASSE JAPY
19h | 2, RUE JAPY
M° VOLTAIRE
PARIS
À VENIR

Vidéo

Meeting de Paris
avec Léon
Deffontaines

<<< (cliquez sur le lien)

Cheminots

Le bel accord sur les fins de carrière à la SNCF que toutes les organisations représentatives des cheminots (CGT, UNSA, SUD, CFDT) ont signé a mis le petit monde libéralo-libéral en émoi. On ne compte plus les tribunes d'experts outrés, les gros mots poussés par une droite en pétard. Le ministre de l'Économie a « convoqué » le PDG de l'entreprise publique et ce dernier, si l'on a bien compris, serait viré après les JO. Les cheminots ont fait là une belle démonstration, à la fois de l'utilité et du poids des syndicats, de la force de la démocratie sociale et aussi – et surtout – ils ont signifié qu'une autre politique que la ligne austéritaire (et la casse des retraites à coups de 49.3) était possible. On n'ira pas ici jusqu'à écrire vive le PDG, mais vive les cheminots, ça, oui, on le pense absolument. 🌟

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

“Donner les moyens
au PCF d'intervenir”

Chèque à l'ordre de “ANF PCF” : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



15 mai, à partir de 18 h30 : Meeting national de la campagne européenne. Gymnase Japy, Paris (75)

16 mai : Meeting de campagne au Creusot avec les candidats issus de la région.

16 mai, à partir de 20 h : Rencontre-débat de la Gauche Unie sur le thème « Élections européennes, l'heure du choix : guerre ou paix ? », avec les candidates Sylvain Amrate (syndicaliste du Loiret), Haby Ka (élue de Montreuil, 93) et Alain Rouy (responsable national du PCF à la culture de paix et au désarmement global). Salle des Anciens Combattants, rue Carnot, Montargis (45)

17 mai, à partir de 18 h : Soirée film-débat sur Manouchian, la MOI et « Ces étrangers et nos frères pourtant » avec la projection du film La Traque de l’Affiche rouge. Centre de loisirs, Montataire (60)

17 mai, à partir de 18 h 30 : Quelle politique de santé en Europe ? Avec Frédéric Boccara, économiste, membre de la direction nationale du PCF, candidat sur la liste de Léon Deffontaines. Salle Christine Sévres, Antraigues-sur-Volane (07)

17 mai, à partir de 19 h 30 : Dans le cadre de la journée de lutte LGBTIA+, table ronde sur la lutte contre l'homophobie et sur le parcours transgenre, suivie d'un concert du groupe Les Mineurs. Salle du POC, Alfortville (94)

19 mai, à partir de 10 h : Le PCF Oise organise la Fête de la Paix : débats, expositions, associations. La journée sera ponctuée de musiques et chansons ; un espace de jeux pour les petits comme pour les grands... ; un beau stand de livres. Centre de loisirs, Montataire (60)

19 mai, à partir de 10 h : Le PCF du Vaucluse organise la Fête de la Marseillaise. Au programme : débats, expositions, snacks, repas de gardiane de taureau et concert ! Entrée gratuite, repas 15 €. Parc des Libertés, Avignon (84)

19 mai, à partir de 11 h30 : Fête des Jours heureux, avec apéritif, banquet, loterie et animation musicale. Patronage laïque Sanquer, Brest (29)

21 mai, à partir de 18 h : Réunion publique sur le thème du ferroviaire et de la ligne Pau-Canfranc, avec Anne Saouter, Frédéric Mellier et David Plagés. Salle Louis-Barthou, Mairie, Oloron (64)

21 mai, à partir de 19 h 30 : Débat organisé par la Section sud Drôme sur le thème « Pour la paix partout dans le monde », avec Francis Wurtz, ancien député européen, et Jean-Marc Durand, candidat de la Drôme. Salle Coupou, Buis-les-Baronnies (26)

24 mai, à partir de 18 h 30 : Quel plan climat pour que l'empreinte carbone de la France atteigne la neutralité en 2050 ? Avec Luc Foulquier, ingénieur-chercheur spécialiste en écotoxicologie, membre de la commission nationale écologie-énergie du PCF. Salle du Champ-de-Mars, Privas (07)

24 mai, à partir de 19 h : Rencontre publique sur les transports dans le cadre des élections européennes. Foyer municipal, Saint-Sorlin-en-Valloire (26)

25 mai, à partir de 10 h : Fête de l'Huma Le Mans : Au programme : restauration, concerts, débats sur l'avenir de la protection de l'enfance (avec Camille Pétron, conseillère

départementale de Mayenne, Véronique Sanchez, de la commission Protection sociale du PCF, des travailleuses et travailleurs du secteur), les mobilités de demain (Fabien Gâche, syndicaliste de l'automobile, Héroïse Dhalluin, conseillère régionale et cheminote, Samuel Guy conseiller départemental Les Écologistes), le pôle public du médicament (avec Laurence Cohen, ancienne sénatrice, et Christian Brice, médecin urgentiste). Entrée gratuite en journée, 5 € le soir. Maison de quartier de l'Oiselière, Le Mans (72)

25 mai, à partir de 12 h : Rencontre-débat avec Ian Broszat, directeur de campagne de la liste Gauche Unie conduite par Léon Deffontaines, porte-parole du PCF, et le candidat Sylvain Amrate (syndicaliste du Loiret). Organisée par les communistes du Montargis autour d'un repas convivial, réservation sur le répondeur du 02 38 98 89 72. Salle des Anciens Combattants, rue Carnot, Montargis (45)

25 mai : Fête de l'Huma 31, avec un meeting de Léon Deffontaines à partir de 16 h. Pechbonnieu (31)

27 mai, à partir de 18 h : Les amis de l'Humanité de Clermont-Ferrand et la section Duclos organisent la projection du film Béziers : L'envers du décor, avec la présence du réalisateur Daniel Kupferstein. Quand l'extrême droite est au pouvoir : quels sont ses méfaits ? Comment s'y opposer ? Cinéma le Rio, Clermont-Ferrand (63)

29 mai, à partir de 19 h : Réunion publique avec Frédéric Boccara et Marie Claire Cailletaud. Montrouge (92)

29 mai, à partir de 19 h : Rencontre/meeting Drôme-Ardèche sur le thème : Industrie/énergie. Avec Samia Jaber et Jean-Marc Durand, candidats sur la liste conduite par Léon Deffontaines, et Sébastien Gautheron, syndicaliste. Maison des syndicats salle A, Valence (26)

29 mai, à partir de 19 h : Meeting régional de Léon Deffontaines. Halle aux Toiles, Rouen (76)

30 mai, à partir de 18 h : Meeting départemental : Avec les listes sociales et féministes, reprendre la main en France et en Europe, avec Anne Saouter, Hélène Bidard, Céline Piot et Aurore Artigue. Salle Louis-Barthou, Mairie, Oloron (64)

31 mai, à partir de 19 h 30 : Conférence écologie/économie en présence d'Amar Bellal, Evelynne Ternant et Sandra Blaise, suivie d'un débat avec la salle. Faculté de droit, Épihal (88)

1^{er} juin : La section de Châlons-en-Champagne organise une formation puis une conférence-débat sur le plan climat Empreinte 2050. Maison des Syndicats, Châlons-en-Champagne (51)

1^{er} juin, à partir de 16 h : La section des Mureaux organise un goûter-débat pour les élections européennes. Parc Molière, près des barbecues, Les Mureaux (78)

6 juin, à partir de 19 h : Débat organisé par la section Die sur le thème de l'énergie, avec Gilles Peyreron, énergéticien, et Jean-Marc Durand, candidat de la Drôme. Salle S. Baumier, Die (26)

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

7 juin, à partir de 19 h : Inauguration de la nouvelle section des Mureaux. 67 bis, rue Paul-Doumer, Les Mureaux (78)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI
Dans le cadre de la parution du Silomag#8 « Services publics en Europe : quel avenir ? »

16 mai, à partir de 14h30 : visioconférence : La transformation néolibérale du secteur de l'énergie : bilan et alternatives, avec Mélanie Vay (docteure en science politique, chargée de recherche) ; Lavinia Steinfort (coordinatrice du projet Public Alternatives, experte en géographie politique au Transnational Institute, Pays-Bas) ; Roberto Morea (Transform ! Europe) ; Chrystel Le Moing (Fondation Gabriel-Péri) https://us02web.zoom.us/join/register/WN_Ug1uWg4mTPajY1vzzzMOHA#/registration

23 mai, à partir de 14h30 : visioconférence : La transformation néolibérale du secteur des transports : bilan et alternatives, avec Juan Montero (docteur en droit, professeur de droit administratif à l'Universidad National de Educacion a Distancia de Madrid) ; Tim Engartner (professeur de sciences sociales, spécialisé dans l'éducation économique / Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne, Suisse, Suède et Pays-Bas) ; Thomas Perroud (professeur en droit public à l'Université Panthéon-Assas) ; Cornelia Hildebrandt (vice-présidente de Transform ! Europe) ; Louise Gaxie (directrice de la Fondation Gabriel-Péri)

https://us02web.zoom.us/join/register/WN_9s3GYdfQwWmZmQQjk-wg#/registration

Séance 7 du séminaire « Les Ateliers sur l'histoire du communisme : La question autrichienne dans l'histoire du communisme

24 mai, à partir de 15h30 : visioconférence : Avec Lucile Dreidemy (Institut Für Zeitgeschichte, Vienne) ; Jean-Numa Ducange (professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Rouen) ; Pierre-Henri Lagedamon (enseignant et docteur à l'Université de Rouen)

https://us02web.zoom.us/join/register/WN_Z5D_LlyeRg6Mhhd-__rA#/registration

Séance 4 du cycle : Le retour de la gauche en Amérique latine

30 mai, à partir de 8h30 : visioconférence : Mexique : à la veille de la présidentielle, quel bilan du projet d'AMLO ?, avec Héléne Combes (directrice de recherche au CNRS) ; Isabelle Rousseau (professeure et chercheuse au Colegio de Mexico) ; Chrystel Le Moing (Fondation Gabriel-Péri) https://us02web.zoom.us/join/register/WN_LvxDHsBRgW4_0B53Hsyhg#/registration

Les gestes militants de la campagne

Alors que nous approchons des dernières semaines de la campagne électorale, l'importance des gestes militants devient essentielle. Ces actions, bien que parfois discrètes, constituent la base de notre engagement et peuvent avoir un impact significatif sur le résultat des élections.

Le premier cercle, constitué de nos adhérent·es et sympathisant·es, doit être notre priorité immédiate en termes de mobilisation. Chaque Fédération doit organiser les contacts avec trois questions clés : sont-ils inscrits sur les listes électorales, peuvent-ils voter le 9 juin, et sont-ils prêts à convaincre leur entourage ? Il est important de constituer, d'ores et déjà, un réseau de camarades en capacité de prendre des procurations ou d'assurer du covoiturage.

Malgré l'importance croissante des médias dans les campagnes électorales, le porte-à-porte reste une stratégie de proximité indispensable pour établir un dialogue direct avec les électeurs, leur présenter nos propositions, écouter leurs préoccupations et renforcer leur intention de vote. Dès à présent, nous devons l'intensifier. Cela implique une organisation minutieuse pour cibler les quartiers où notre soutien est le plus fort, en s'appuyant sur des données précises de scrutins antérieurs. Pour maximiser l'efficacité de ces efforts, nous avons organisé des formations pour nos militants, dirigées par notre camarade Fanny Chartier. Ces sessions offrent des conseils pratiques sur l'approche à adopter lors des interactions avec les électeurs, le suivi des contacts et la collecte de données.

En parallèle, une grande campagne de phoning va être déployée. Après un test réussi dans la fédération de l'Essonne, grâce à la disponibilité et l'engagement

des camarades, nous avons pu mesurer l'efficacité de cette approche et identifier les axes d'amélioration. Désormais l'opération peut s'étendre aux autres fédérations, car ce contact direct complète nos efforts de terrain et se révèle très pertinent dans les derniers jours.

Outre notre newsletter régulièrement mise à jour, qui résume les avancées et les enjeux de notre campagne, il nous faut mettre un accent particulier sur l'utilisation des réseaux sociaux. Ces plateformes nous permettent d'amplifier significativement notre influence et d'atteindre un public plus vaste et diversifié. En partageant du contenu pertinent et engageant, nous encourageons les discussions et augmentons la visibilité de notre message.

Dans la dernière semaine de campagne, nous vous proposons que se tiennent un millier d'initiatives de proximité, évidemment avec nos 81 candidates et candidats, mais bien au-delà avec tous nos élus, dirigeants, militants du Parti, et Léon sera d'ailleurs mobilisé dans un grand porte-à-porte le 5 juin en Seine-Saint-Denis.

C'est le moment de redoubler d'efforts et d'affirmer notre détermination. Chaque geste compte, chaque conversation, chaque appel, chaque porte frapée peut faire basculer une décision, peut convertir un abstentionniste en un électeur actif. Nous devons tous nous mobiliser pour convaincre non seulement nos cercles immédiats mais aussi ceux qui hésitent encore.

Ensemble, transformons une possibilité en une réalité. ✨

Véronique Mahé
membre du CEN



André Chassaigne, en campagne(s) en Ardèche le samedi 11 mai, pour débattre d'agriculture et d'Europe.

Journée marathon pour le député et candidat qui, en local de l'étape, a fait le tour de plusieurs fermes sur le plateau du Coiron, haut lieu de l'élevage ardéchois.

L'arrivée se fait chez Carole Pouzard, élue à la Chambre d'agriculture (Confédération paysanne) et éleveuse de chèvres, qui détaille à André Chassaigne les difficultés pour un élevage paysan, de moyenne montagne, à avoir accès aux subventions de la PAC (politique agricole commune), ce qui s'ajoute à une filière caprine moins organisée que d'autres producteurs.

La visite se poursuit avec un déjeuner-visite organisé par Christophe Chaussy, vice-président du Modef Ardèche et éleveur de porcs de plein air, qui réunit plusieurs agriculteurs et des élus du territoire afin d'évoquer les enjeux sanitaires et réglementaires, rendant difficile l'équilibre économique d'une exploitation qui se veut vertueuse. Producteurs de châtaignes, éleveurs de bœufs, de chèvres et de cochons entament un échange concret auquel le député et candidat répond par nos propositions.

C'est fort de tous ces témoignages que l'Auvergnat va rejoindre la réunion publique organisée à quelques kilomètres de là, à Ucel près d'Aubenas, où l'attendent la presse et plus de 80 participants qui ont fait passer à notre candidat une quasi audition sur nos propositions agricoles.

Il sera notamment question de justice sociale et de politique alimentaire de l'Europe jusqu'aux collectivités locales, de rémunération des paysans et notamment de réforme de la PAC pour soutenir l'emploi agricole. Une part importante des débats ont porté sur les enjeux forestiers locaux, avec la proposition de renforcer le service public par le biais d'un fonds forestier européen. Près de 20 questions de la salle ont fusé pour se conclure avec une dédicace du livre d'André Chassaigne, *Cuba, une étoile dans la nuit*, qui a permis aux participants de pouvoir prolonger l'échange avec cette proximité qui caractérise celui qui pourrait bien, le 10 juin, renforcer la gauche européenne en étant élu au Parlement. ✨

Mathieu Soares

Une campagne bien partie

Un Parti qui se met en ordre de bataille !

Tout d'abord, merci aux camarades de Béziers qui nous ont donné l'idée de faire le point sur notre travail militant, et bravo à toutes celles et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, reprennent la main sur le terrain pour réinsérer le Parti communiste dans la vie.

Alfortville, petite ville de la banlieue du Val-de-Marne, nous avons engagé une vraie reconstruction du tissu militant. Avec l'arrivée très remarquée et très appréciée de jeunes de la JC, d'Anouk, notre nouvelle secrétaire de section, et de Fatima, notre candidate aux européennes, la campagne a pris un sacré coup de jeune et un bel élan.

De nouvelles adhésions sont en perspective, avec le retour d'anciens camarades, et avec de jeunes militants qui veulent vraiment changer la vie. Ça passe aussi forcément par un renouvellement de nos pratiques et, comme à Béziers, la perspective de recréer des cellules, actives, au plus près du terrain, est très mobilisatrice. Dans les quartiers, les entreprises, les associations la présence des communistes est plus visible, prometteuse pour l'avenir. Un travail en commun est même mis en place avec la section de Maisons-Alfort, la ville voisine.

Aussi bizarre que ça puisse paraître, la campagne pour les élections européennes est une excellente occasion de refaire de la politique dans des lieux un peu abandonnés, pris par des habitudes que nous avons du mal à changer. Là, il faut discuter du rôle et de l'utilité d'élections très mal connues et agir pour que chacun prenne sa place dans la construction d'une Europe des peuples, de la paix, du partage des richesses, une Europe écologique tournée vers les pays du sud. La prise de conscience des dangers de la montée de l'extrême droite est un aiguillon pour un renouveau de la question politique et de l'engagement. Les mobilisations et les succès sont au rendez-vous !

Des réunions ont lieu dans les quartiers, chez les Alfortvillais. Des réunions de formations se sont mises en place (féminisme, LGBT, économie...). La présentation du livre *Missak et Mélinée Manouchian* a été très appréciée.

Une réunion de quartier a réuni plus de 50 personnes autour de nos candidates, Sigrid et Fatima : une réunion populaire qui ne s'était pas vue depuis de nombreuses années ! La bataille des élections a bien lieu par la diffusion de notre programme, en lien avec les luttes (emploi, logement, pouvoir d'achat, démocratie).

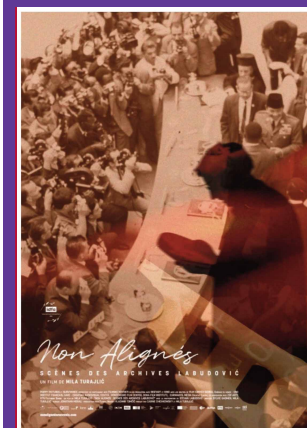
Nous avons fait de la présence des communistes dans les associations locales une priorité : par exemple, nous les associons le plus souvent



possible à nos réunions publiques (par exemple l'association « Livres en luttes » qui revend des livres d'occasion pour que circulent la culture et l'histoire politique).

Si la section a perdu beaucoup de ses forces ces dernières années, nous sommes engagé-e-s dans la revalorisation de nos potentiels politiques locaux, et ce qui passe par création de nouvelles cellules. ✪

Marc Lesvignes



Projection le 23 mai - au siège du PCF à 19h - suivie d'un débat avec la réalisatrice Mila Turajlic et l'association des amis de Paul Boccard : "LES NON-ALIGNÉS ET LES BRICS, ENJEUX, ACTUALITÉ, RÔLE DES MÉDIAS"

L'UNIVERSITÉ DE LA PAIX 
25 MAI

Retrouvez le programme complet et inscrivez-vous en ligne



 **École Jean-Jaurès**
34 Av. Jean Jaurès - 93310 Le Pré-Saint-Gervais



L'Humanité

L'Humanité
Magazine

Humanité.fr

Échos du Lot-et-Garonne

André Chassaing a été accueilli par Guilhem Mirande, secrétaire départemental du PCF, et par Vincent Arpoulet, représentant GRS, dans la superbe salle culturelle de Montpouillan.

André Chassaing commença son propos par un hommage très appuyé à Guy Soulage, ancien adjoint au maire de Galapian. Un hommage pour l'énorme travail accompli par le Lot-et-Garonnais dans la préparation de la loi Chassaing : « Guy, comme d'autres, est à l'initiative de la loi qui aura permis à des milliers de retraités de pouvoir percevoir des augmentations, parfois non négligeables, de leurs prestations de retraite. Nous aurions souhaité aller plus loin, mais la majorité du Président de la République ne l'a pas voulu. Prenons cette avancée comme une victoire et continuons à agir pour obtenir de meilleurs droits. »

Ce fut ensuite des remarques fortes sur le fonctionnement de l'Union européenne : « Savez-vous que des directives européennes sont imposées qui n'ont jamais été discutées dans les instances démocratiques nationales ? Les peuples et leurs représentants sont ainsi dessaisis de leurs droits. »

Après ce fut un retour sur le fond du problème, l'économie libérale, la finance contre les peuples. « Notre volonté est de remettre au centre des débats et des décisions les besoins humains. Répondre aux besoins de services publics, gagner davantage de droits, remettre en cause le dumping économique en mettant en discussion un salaire minimum européen qui ne permette plus d'opposer les pays les uns aux autres et mette un terme aux délocalisations financières. »

L'intervenant affirma avec force que les propositions de sa liste devaient permettre de faire reculer les nationalismes, bousculer les fausses bonnes idées des extrêmes qui voient toujours l'autre comme un ennemi mais n'ont jamais un mot contre ceux qui exploitent à outrance.

Sur la question agricole André Chassaing a regretté « qu'en France on n'encourage pas suffisamment les agriculteurs qui font des efforts en termes de mutations. Aujourd'hui, 92 % des agriculteurs français touchent la prime environnementale. Il faudrait valoriser ceux qui ont une politique vertueuse. C'est-à-dire encourager à travailler différemment le sol, à utiliser moins d'eau, moins de pesticides. »

On favorise la répartition de la Politique agricole commune au profit des plus grosses exploitations. Des exploitations tellement importantes qu'à leur tête se trouve des responsables qui sont davantage des financiers que des agriculteurs.

Pour répondre aux besoins croissants de rentabilité financière, c'est une course permanente au productivisme qui enclenche le nécessaire besoin de matériels plus imposants et coûteux, l'utilisation de plus d'engrais, de pesticides... Une réalité qui porte atteinte à la nature et aux hommes. Il faudrait au contraire investir dans la recherche permettant de mettre sur le marché des produits respectant les hommes et la nature, aider davantage les exploitations à taille humaine qui développent plus d'emplois que les « méga-fermes ».

Les traités de libre-échange doivent être revus. Ils ne servent que les intérêts du capital.

« L'agriculture doit être davantage protégée pour éviter les trop nombreuses dérives, et c'est l'État qui est le mieux placé pour accomplir cette tâche. »

Jacky Hénin



Lettre
d'information

Fièr-es et
Révolutionnaires

13 mai 2024

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Au cœur de notre parti, la commission Fièr-es et Révolutionnaires se joint pour participer à la lutte pour la justice sociale et contre toutes les formes d'oppression. Tout au long de l'année, cette commission se positionne en première ligne pour porter haut les revendications LGBTQI+ et amplifier la lutte pour un monde plus juste et inclusif.

Créée dans un esprit résolument révolutionnaire, la commission Fièr-es et Révolutionnaires du PCF s'attèle à déconstruire les normes sociales discriminatoires et à promouvoir un environnement où chacun peut vivre et s'épanouir, indépendamment de son orientation sexuelle, de son identité de genre ou de son intersexualité.

Au cœur de ses revendications, la commission insiste sur la nécessité d'une éducation inclusive, visant à sensibiliser la société aux réalités et aux défis auxquels font face les personnes LGBTQI+. Elle appelle également à une législation renforcée contre les discriminations, affirmant que seule la justice sociale peut véritablement conduire à une société égalitaire. Elle insiste sur la formation de toutes les personnes en situation d'autorité ou chargées de relations avec le public.

Un temps fort de notre engagement est le mois des fiertés qui est l'occasion pour la commission Fièr-es et Révolutionnaires de déployer son action militante. La commission et ses alliés souhaitent organiser des événements, des débats, des formations et des actions de sensibilisation pour créer une dynamique collective en faveur de l'égalité. L'objectif est clair : faire entendre la voix des minorités et défendre leurs droits, avec l'ambition de transformer la société dans son ensemble.

Au-delà des festivités, la commission souligne l'importance de ne pas perdre de vue les enjeux cruciaux qui persistent. L'accès aux soins, la reconnaissance des familles queer et la lutte contre les violences faites aux personnes LGBTQI+ demeurent des combats prioritaires. Il en est de même pour l'effectivité des droits, jusqu'à l'arrêt des mutilations et traitements forcés pratiqués sur les enfants intersexes. La commission Fièr-es et Révolutionnaires entend ainsi placer ces questions au centre des débats politiques et sociaux, insistant sur la nécessité d'une transformation profonde de nos institutions.

En conclusion, la commission Fièr-es et Révolutionnaires du PCF incarne l'engagement indéfectible du Parti en faveur de la justice sociale et de l'égalité. Notre objectif est qu'elle appelle à l'unité et à la solidarité tout au long de l'année et lors du mois des fiertés, pour construire un avenir où chacun-e peut vivre sans crainte ni discrimination, où la diversité est célébrée et où la révolution se fait au nom de l'amour, de la dignité et de la liberté.

Que tu nous aies déjà donné ou non ton contact, remplis le questionnaire !

Mieux vaut l'information deux fois qu'une !

<https://partage.savoie.pcf.fr/apps/forms/s/ryTpFFqAYJr6eFe8HdHBHc9K>

Cuba : Délégation du PCF pour le 1^{er} mai

Du 29 avril au 4 mai, à la demande du Parti communiste cubain, nous avons envoyé une délégation sur la grande île. Celle-ci était composée de Naïma Senanedj (membre du CN et de la fédération des Bouches-du-Rhône), de Babette Montier (co-responsable internationale du MJCF et membre de la fédération de Haute-Garonne), Vincent Govelet (membre de la coordination de la campagne de solidarité et de la fédération de Paris) et Charlotte Balavoine (membre du CN, co-responsable de la campagne de solidarité). Cette délégation devait également inclure Pascal Pontac, membre du CN et de la fédération de Loire-Atlantique, dirigeant syndical de la fédération CGT Ports et Docks, qui est décédé subitement quelques jours avant notre voyage. Nous devons visiter avec lui le port de La Havane et avons donc décidé de lui rendre hommage devant celui-ci, en portant un toast à sa mémoire.

L'objectif de ce voyage était de participer aux événements autour du 1er Mai, d'une part, et de renforcer notre campagne de solidarité matérielle et politique de l'autre, dans un contexte où le blocus touche aujourd'hui très durement tous les pans de l'économie. Due à la pénurie de carburants, cette année la manifestation du 1er Mai s'est déroulée de façon décentralisée dans différents « municipios » de La Havane et à travers le pays. Elle a néanmoins réuni plus de 4 millions de personnes sur le plan national. Nous avons pour notre part, avec quelque 200 000 personnes, dont 1 100 délégués étrangers et nombre de militants de la CGT, participé au rassemblement devant l'ambassade états-unienne pour dénoncer le blocus criminel.

Le 2 mai se tenait, au Palais des Convention, la rencontre annuelle de la solidarité internationale avec Cuba, composée de délégations syndicales, associatives et politiques, mais aussi de représentation de gouvernements latino-américains.

La conférence introduite par le secrétaire général de la CTC : Ulises Guilarde de Nacimiento et conclue par le président de la République Miguel Diaz Canel¹ a permis de brosser un bilan précis de la situation à Cuba, de l'impact concret du blocus et de l'impérialisme américain, et il est très lourd de conséquences : énergie, alimentation, production industrielle, tourisme notamment subissent des pénuries massives dans un contexte de tentatives contre-révolutionnaires fréquentes orchestrées par les États-Unis. Malgré cela, le peuple cubain poursuit sa lutte anti-impérialiste. Cette conférence a également été l'occasion d'une solidarité internationale contre les peuples subissant la guerre, l'impérialisme et/ou la colonisation, et en premier lieu vis-à-vis du peuple palestinien face au risque imminent de génocide : pour un cessez-le-feu immédiat et une solution à deux États.

Ce voyage a également été l'occasion de rencontrer des dirigeants syndicaux, notamment lors de la visite de l'usine de cosmétique « Suchel ».



Nous avons également eu des réunions avec la direction des relations internationales de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire cubain sur les futures coopérations entre nos deux pays. Nous avons rencontré la direction de l'Union des jeunes communistes cubains (UJC) sur la construction des nouvelles brigades de solidarité du MJCF à Cuba. Avec le Centre Fidel Castro Ruiz et son vice-directeur Elier Ramirez (également vice-président du groupe d'amitié avec la France de l'Assemblée nationale) sur de prochaines publications et travaux d'analyses communs et sur l'héritage de la vie et de la pensée de Fidel Castro. Enfin nous avons eu une rencontre approfondie avec le département international du Comité central du PCC² sur les besoins et les possibilités pour approfondir et renforcer notre campagne de solidarité. Parmi celles-ci, plusieurs dates importantes comme le « Village cubain » à Tremblay-en-France pendant toute la période des Jeux Olympiques, la Fête de l'Humanité et la nécessité d'unification de la chartre visuelle pour la solidarité avec Cuba (moment où nous lancerons aussi la campagne de collecte de fonds en ligne), la possibilité de travailler à un programme dans les territoires avec la délégation cubaine après la Fête.

Un des moments cruciaux de cette campagne sera évidemment les Journées européennes de la solidarité avec Cuba que nous organiserons à Colonel-Fabien les 23 et 24 novembre prochains. Concernant la campagne des conteneurs et de solidarité matérielle une liste de matériel médical prioritaire a été fixée et nous devons actuellement avancer sur leur envoi concret.

Un voyage utile donc et beaucoup de travail à venir ! Mais aussi, malgré une détermination sans faille, beaucoup de préoccupations sur l'avenir du pays.

À l'issue de notre voyage, ces mots de Fidel Castro, présents dans beaucoup de bâtiments officiels, nous reviennent à l'esprit :

« Révolution : c'est le sentiment du moment historique, c'est changer

tout ce qui doit être changé, c'est l'égalité et la liberté pleine, c'est être traiter et traiter les autres comme des êtres humains ; c'est nous émanciper nous-mêmes et avec nos propres efforts ; c'est défier les puissantes forces dominantes dans notre contexte social et national ; c'est défendre les valeurs auxquelles on croit au prix de n'importe quel sacrifice ; c'est la modestie, le désintéressement, l'altruisme, la solidarité et l'héroïsme ; c'est ne jamais mentir ni ne trahir nos principes éthiques ; c'est la conviction profonde qu'il n'existe aucune force au monde capable d'écraser la force de la vérité et des idées. La Révolution, c'est l'unité, l'indépendance, c'est lutter pour notre rêve de justice pour Cuba et pour le monde, qui est la base de notre patriotisme, de notre socialisme et de notre internationalisme. »

Aujourd'hui, peut-être plus que jamais, nous devons être à la hauteur de cet idéal de justice, d'indépendance et d'égalité à la base de la Révolution cubaine et de notre combat commun pour l'humanité. ✪

**Naima Senanedj, Babette Montier,
Vincent Govelet et Charlotte Balavoine**

1. Pour lire le discours du président Diaz Canel : <https://fr.granma.cu/cuba/2024-05-03/le-president-diaz-canel-a-rappelle-que-cuba-continue-detre-une-reference-et-un-espace-de-rencontres-pour-tous-ceux-qui-aspirent-a-un-monde-meilleur>

2. S'est jointe à cette rencontre Gloria González Escobar, actrice historique de la solidarité avec Cuba et qui travaille actuellement, depuis La Havane, à la traduction en français du *Granma*. Elle sera sans aucun doute une personne ressource pour les suites de la campagne !

Kanaky-Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement français crée le désordre

Le gouvernement français tente un nouveau passage en force en modifiant la loi constitutionnelle pour dégeler le corps électoral de Kanaky-Nouvelle-Calédonie. En remettant ainsi en cause le processus de décolonisation, le pouvoir provoque le désordre et agit de manière totalement irresponsable.

Le gel du corps électoral est prévu par les accords de Nouméa de 1998. Il répond à la tentative de mettre en minorité le peuple kanak sur sa propre terre avec l'installation par la France de populations favorables à la domination française. Plutôt que le seul élargissement du corps électoral, le Front de libération nationale kanak et socialiste, dont est issu le chef du gouvernement de l'archipel Louis Mapou, demande un accord global pour poursuivre la décolonisation.

L'organisation du troisième référendum sur l'indépendance

en 2021 était déjà un coup de force du gouvernement français. La France avait accéléré volontairement le calendrier référendaire pour éviter le progrès du vote indépendantiste. En effet, entre le premier scrutin de 2018 et celui de 2020, le « oui » à l'indépendance et la participation avaient progressé. Le « oui » était à 10 000 voix d'écart avec le « non » en 2020.

En avançant brutalement le troisième référendum, le taux de participation était passé de 85,6 % en 2020 à 43,9 % en 2021. Le scrutin de 2021 avait ainsi perdu toute légitimité sans la participation du peuple kanak.

En dégelant le corps électoral, le gouvernement croit favoriser le camp opposé à l'indépendance, mais aucune manœuvre administrative ne pourra résoudre la très nette fracture territoriale de l'archipel causée par la colonisation de peuplement.

Le Mouvement jeunes communistes de France demande au gouvernement français de retirer son projet de loi et de rétablir le dialogue avec les forces politiques kanakes.

Le MJCF affirme son soutien au processus de décolonisation, au droit à l'autodétermination des peuples et aux forces kanakes éprises comme nous de justice sociale. ✪





Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



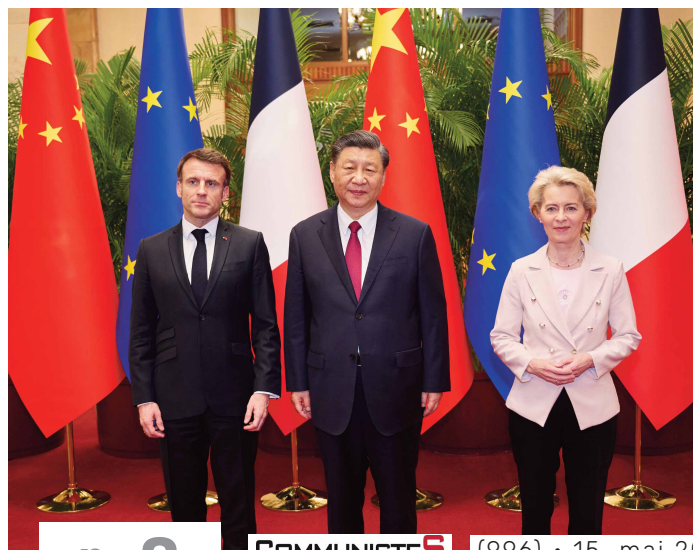
COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

La visite de Xi Jinping en France

Y-a-t-il un pilote à l'Élysée ?

Lorsque de Gaulle en 1964 décide de reconnaître la République populaire de Chine, ne faisant que « reconnaître le monde tel qu'il est », affirme alors le général, il rompt avec le front occidental et enfreint les consignes de Washington. L'indépendance dont avait su faire preuve Paris n'est plus qu'un lointain souvenir, et c'est un Emmanuel Macron dûment briefé par Washington et chaperonné par la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, qui a reçu son homologue chinois Xi Jinping. Une visite d'État pour célébrer le soixantième anniversaire des relations diplomatiques bilatérales, mais qui avaient bien d'autres enjeux inscrits à l'agenda. En premier lieu l'Ukraine. Il fallait une fois encore « inciter la Chine à utiliser ses leviers sur Moscou pour changer l'issue du conflit » (dixit l'Élysée), mais encore la presser de mettre un terme aux transactions commerciales de ses entreprises avec la Russie, lesquelles, selon les autorités étatsuniennes, ont permis à Moscou de redresser son industrie de l'armement et de prendre un avantage dans le conflit.



Le secrétaire d'État adjoint des États-Unis, Kurt Campbell, à Paris le 2 mai, juste avant la venue de Xi Jinping, avait joué pour l'Élysée les chefs de chœur sur cette question : « Nous devons placer la Chine devant ses responsabilités. Étant donné la détermination de la France à jouer un rôle actif et important sur la question ukrainienne, il est essentiel que le président Macron soit clair et déterminé pour exprimer les préoccupations françaises dans ce domaine », avait-il martelé. Message reçu et transmis à l'intéressé chinois.

En réponse, Xi Jinping a appelé Paris à ne pas « salir » son pays sur le dossier ukrainien, estimant que Pékin jouait un « rôle positif » pour trouver une solution pacifique à la guerre dans le respect des principes de la Charte des Nations unies. Notons ainsi que Li Hui, chargé par Pékin en 2023 d'explorer les conditions du règlement du conflit par des pourparlers de paix, a mené du 3 au 11 mars une nouvelle mission qui l'a conduit à Moscou, Bruxelles, Varsovie, Kiev, Berlin et Paris, avec pour objectifs de rappeler qu'il existait un « plan » chinois pour trouver une fin politique à la guerre.

À ce jour, la Chine n'a pas confirmé sa participation à la « Conférence sur la paix » que la Suisse organise les 15 et 16 juin, en étroite concertation avec l'Ukraine. La réponse reste suspendue à la prochaine venue de Poutine à Pékin.

Outre l'Ukraine, l'un des principaux objectifs de la visite de Xi Jinping tenait au rééquilibrage des relations commerciales entre l'Europe et la Chine. Pour aborder le sujet, Emmanuel Macron a laissé la parole à Ursula Von der Leyen, comme il l'avait fait lors de son séjour en Chine en avril 2023. Cette délégation était censée présenter un front continental uni face au « rival systémique », tel que Bruxelles a qualifié la Chine en 2019. Une unité peu convaincante puisque le chancelier allemand Olaf Scholz a décliné l'invitation élyséenne. À Pékin, en avril, il avait affiché la volonté de promouvoir directement les intérêts allemands et défendu sa stratégie davantage ouverte aux échanges avec la Chine que ne le sont l'actuelle Commission européenne ou les États-Unis.

Ursula Von der Leyen a toutefois réitéré que l'UE « n'hésitera pas à prendre des décisions fermes » pour « protéger son économie et sa sécurité ». Preuve en est l'enquête européenne lancée sur les subventions chinoises aux véhicules électriques, soutenue par Paris. Les dangers



pesant sur l'usine METEX à Amiens soulignent les ravages de la concurrence encouragée par cette même Union européenne (en l'occurrence ici venue de Chine). De leurs côtés, les autorités chinoises ont lancé leur propre investigation antisubventions sur les eaux-de-vie qui touche essentiellement le cognac français. Quelques accords commerciaux bilatéraux ont été signés dans le domaine de l'énergie, de la finance ou des transports. Mais contrairement aux vœux français, Pékin n'a pas annoncé les investissements espérés, notamment dans le secteur des véhicules électriques et des batteries. ✪

Dominique Bari

membre de la commission des Relations internationales

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM: PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL Ville:

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19